



STÉPHANE
BUCHOU

Député de la troisième
circonscription de Vendée

Saint Gilles-Croix-de-Vie, le 18 novembre 2020,

Le Mouvement de la Ruralité
À l'attention de Monsieur le Président
5 rue de la Lardière
85590 Saint Mars la Réorthe

Monsieur le Président,

Votre réaction publique dans Ouest-France, du 11 novembre, à ma lettre aux illusionnistes de la politique et donc à ma réflexion sur les priorités liées à l'épidémie de Covid-19, m'apparaît outrancière.

Qualifier d'irresponsable ma position, à l'égard des mesures mises en œuvre pour limiter la diffusion du virus, me semble relever du déni de réalité ou d'une propension à la démagogie.

Considérer que cette fermeture va nécessairement « *favoriser l'e-commerce et les grandes surfaces au détriment de commerces locaux et ruraux* » est largement discutable.

Sommes-nous tout d'abord d'accord pour admettre que l'e-commerce et les grandes et moyennes surfaces, où se réalisent 70 % du commerce alimentaire, n'ont malheureusement pas attendu la Covid-19 pour se livrer à la concurrence que vous dénoncez.

Sans parler du fait que de nombreuses boutiques, le temps de leur fermeture administrative, se sont adaptées en vendant leurs produits via le click and collect.

De plus, au-delà de l'ensemble des mesures de soutien et d'accompagnement mises en œuvre par le Gouvernement, inédites dans le reste du monde, que vous pourriez saluer au passage, les consommateurs que nous sommes, vont sans doute reporter de quelques semaines leurs achats de Noël.

Quoiqu'il en soit, il en va de notre responsabilité individuelle et collective.

Cette crise sera sûrement une opportunité pour faire évoluer nos comportements d'achat de manière plus vertueuse et plus responsable.

Dit autrement, sommes-nous obligés de nous ruiner sur Amazon comme vous semblez en avoir la certitude ?

Est-ce une fatalité ?

Je ne le crois pas.

Vous l'avez compris, la fermeture des commerces qui ne sont pas de première nécessité répond à une seule logique : la réduction drastique des déplacements et des interactions sociales, au moment où la dynamique de propagation du virus reste très forte.

La petite musique jouée par certains, laissant croire que seuls les maires ou les sénateurs se préoccupent du sort des commerçants, est indigne.

Les députés de la majorité et le Gouvernement sont sur le pont, non-stop, pour répondre à leur détresse.

Ainsi, dès le vendredi 30 octobre, le jour du reconfinement, nous avons relayé le sentiment d'injustice que nous avons très vite constaté sur le terrain, tout en apportant des solutions aux problèmes identifiés.

Dès le samedi 31 octobre, le Gouvernement nous garantissait qu'il allait ajuster ses mesures pour rétablir cohérence et équité entre petits commerces et grandes surfaces.

Permettez-moi, à ce propos, de vous rappeler que dans nos territoires ruraux, la plupart des petits commerces, parce qu'alimentaires, sont ouverts.

Vous devriez avoir confiance en nos compatriotes et en leur capacité à privilégier leurs commerces de proximité.

La noblesse de l'action politique est dans la responsabilité, l'écoute du terrain et la recherche de solutions.

La politique dans son sens dévoyé, ce que vous vous plaisez à faire, est faite de tapage médiatique, de récupération démagogique, de critiques stériles donc contre-productives.

Elle n'a pas sa place en temps de crise.

Les solutions miraculeuses qui satisferaient tous les acteurs n'existent pas.

Des ajustements sont sans doute nécessaires oui, mais dans la tempête, ramer chacun de son côté n'a jamais permis de ramener le bateau au port.

Pour vaincre cette crise extrêmement grave, sauver des vies et préserver tous les secteurs et les acteurs qui souffrent, nous avons besoin d'unité nationale.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sincères salutations.

Stéphane Buchou

Député de Vendée

